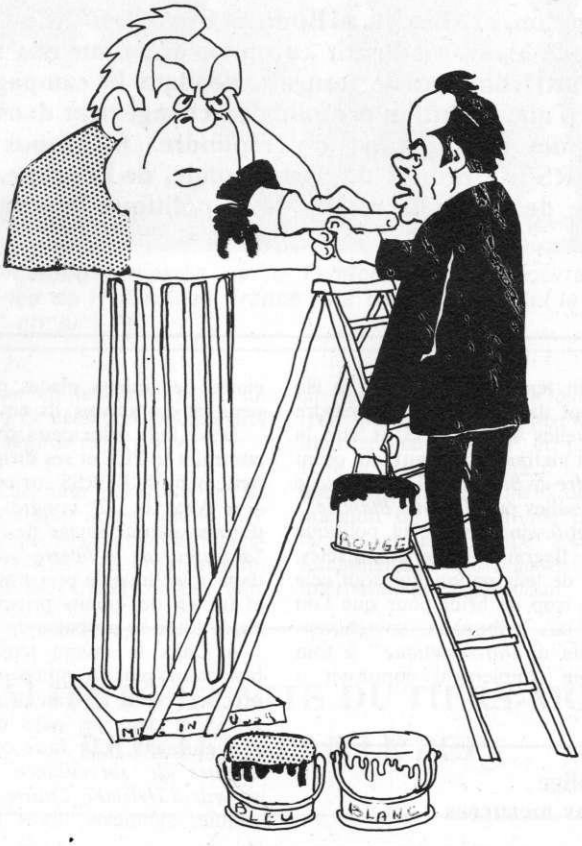
UNE POLITIQUE PROSOVIÉTIQUE...



... AUX COULEURS DE LA FRANCE

UNE POLITIQUE PROSOVIÉTIQUE AUX COULEURS DE LA FRANCE

"Ni Washington, ni Moscou, ni Bonn, ni Bruxelles,"...c'est avec une certaine surprise que nous avons vu fleurir ce mot d'ordre sur nos murs, suivi de la signature du Parti communiste français, pendant la campagne électorale de mars 78. Signe d'une évolution profonde ou changement dans la propagande ? Seul l'examen des faits permet d'y répondre. A propos de la situation intérieure en URSS, à propos du Tiers-monde, de l'Europe, et de la détente cet article tente de cerner la réalité de la politique internationale du PCF.

Depuis un certain temps déjà, le PCF a été amené, officiellement dans sa presse, à prendre des positions nouvelles sur l'URSS et sur la répression dont sont victimes tous ceux qui osent s'élever contre l'*"ordre de Brejnev"*. Des camps de travaux forcés aux salles de *"Torture Blanche"*, l'existence d'une répression sociale et politique était devenue trop flagrante. Ouvriers arrêtés, intellectuels déchus de leur nationalité, tout cela avait fait beaucoup trop de bruit pour que l'on puisse, à l'instar des tribunaux soviétiques, accoler une étiquette d'*"anti-soviétique"* à tout dissident, ou même simplement continuer à fermer les yeux.

du silence complice aux protestations mesurées

L'évolution du PCF sur ce point a été réelle. Depuis le 22e congrès, avec des reculs parfois, on se souvient de l'affaire du million de brochures électorales sur les libertés envoyé au pilon car on y voyait la photographie de Juquin serrant la main du dissident Plioutch, elle a pris récemment avec le congrès de la FSM ou l'affaire Orlov, une tournure qui fait qu'il sera sans doute difficile de revenir en arrière. Pourquoi cette évolution ? Il est évident que les dirigeants du PCF connaissaient ces pratiques depuis fort longtemps ; ils étaient les mieux placés pour cela ; cependant, pendant des années, ils ont gardé le silence.

Deux faits principaux sont intervenus qui ont contraint le PCF et ses dirigeants à se démarquer nettement de l'URSS sur ce point.

- Avec le 22e congrès, le PCF a voulu se donner comme image de marque, d'être le Parti *"défenseur de la liberté"*. Ceci entrait largement dans la tactique de préparation électorale pour 78 et fut un des points principaux sur lesquels fut basée toute sa propagande.
- Dans le même temps, des informations beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus précises nous arrivaient sur la répression en URSS et dans les pays de l'Est. Des groupes s'organisaient pour faire connaître ces situations *(comités de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, Charte des 77* en Tchécoslovaquie, syndicats libres soviétiques, polonais, etc...)

Continuer à faire le silence devenait dès lors impossible pour le PCF. La base du Parti poussait d'ailleurs en ce sens, mieux informée, elle aussi. Et c'est ainsi que quelques protestations, assez timides d'abord, sont apparus.

Aujourd'hui, l'évolution s'est confirmée et, toujours pour les mêmes raisons, le ton s'est durci.

Au congrès de la FSM, Seguy est allé plus loin que l'on ne s'y attendait en parlant à Prague des *"mesures répressives qui peuvent exister en URSS"*. Plus récemment encore, l'Humanité a

Le PCF a condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie, pourtant il offre des stands aux officines de HUSAK en France lors de ses fêtes. Ici la fête du journal "La Marseillaise" en juin 78.

nettement pris position en faveur d'Orlov, un physicien condamné à la détention disciplinaire pour avoir critiqué le régime de Brejnev.

Cette évolution, encore une fois réelle, sur ce problème, veut-elle dire pour autant que le PCF peut être considéré comme ayant changé globalement sa position sur l'URSS ? Assurément non. D'une part son analyse de l'URSS comme *"état ouvrier placé à la tête de tout le camp socialiste"* reste intacte ; mais de plus, tout dans la politique internationale du PCF, en particulier continue à faire de lui le propagateur le plus zélé en France des intérêts internationaux de l'URSS, tant sur la question du Tiers-Monde que sur celle de la détente et de l'Europe, les questions les plus fondamentales qui régissent toutes les relations internationales aujourd'hui.

LA REALITE ET L'UNITE DU TIERS-MONDE REJETEES PAR LE PCF

Il est symptomatique que le terme Tiers-Monde ne figure pas dans le vocabulaire du PCF tout comme en est exclu tout terme qui présenterait celui-ci comme une entité. On y parle de *"pays d'indépendance nationale"*, de *"région d'indépendance nationale"*, (1) mais surtout de *pays progressistes* et de *pays réactionnaires*, reprenant en cela la terminologie soviétique. Toute la politique du PCF revient en fait à ne jamais présenter le Tiers-Monde comme une force unique ayant les mêmes intérêts fondamentaux vis-à-vis de l'impérialisme. Or, le Tiers-Monde, aujourd'hui, c'est une réalité indiscutable, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique. Le Tiers-Monde, c'est l'ensemble des pays en voie de développement qui constituent, aussi bien au niveau de leur population qu'au niveau de leur superficie, l'immense majorité du globe. On peut schématiquement dire que ce sont les pays d'Afrique, d'Asie (Sauf le Japon) et d'Amérique latine. Ces pays, dont beaucoup n'ont acquis leur indépendance qu'assez récemment, sont victimes du pillage et de l'oppression impérialiste et c'est cela leur grand point commun, celui à partir duquel se forge leur unité.

Unité de prise de conscience, tout d'abord. Elle

date, au niveau mondial, d'une trentaine d'années. C'est la conférence de Bandoung qui en fut le révélateur.

Unité d'ennemi, ensuite : c'est l'impérialisme le grand ennemi du Tiers-Monde. Par son pillage effréné des matières premières — l'immense majorité des ressources en matières premières sont situées dans le Tiers-Monde — par l'exploitation éhontée de la main d'œuvre locale à des taux permettant, tout juste, de ne pas mourrir de faim, l'impérialisme est le grand responsable de la misère des peuples et de l'impossibilité, pour tous ces pays, de construire une économie nationale sans entrer directement en conflit avec lui. L'impérialisme, aujourd'hui, ce n'est plus comme dans les années 60, principalement les Etats-Unis et les pays occidentaux. Depuis, les impérialismes européens ont continué leur déclin pour parvenir à un statut intermédiaire, exploitant toujours des peuples, mais étant eux-même victimes des superpuissances. Parallèlement, aux USA, en concurrence avec eux, un deuxième géant impérialiste a émergé : L'Union Soviétique. Jouant un jeu d'autant plus habile qu'elle se présente avec une étiquette socialiste, celle-ci s'est lancée à son tour sur une vaste échelle dans l'exploitation frénétique des richesses des pays du Tiers-Monde et dispute aujourd'hui le terrain aux USA.

Unité de lutte, enfin. Depuis une dizaine d'années en particulier, les pays du Tiers-Monde ont uni leurs forces au sein d'organisations internationales pour lutter à tous les niveaux contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Que ce soit au sein d'organisations de pays producteurs de matières premières, comme l'OPEP ou de mouvements plus généraux, comme le mouvement des pays non-alignés, qui refusent l'assimilation à l'un ou à l'autre des deux blocs ou comme le groupe des 77 qui, en fait, comprend 114 pays unissant leurs voix à l'ONU, ces pays ont été amenés, ces dernières années, à se confronter de plus en plus aux grandes puissances impérialistes. Que ce soit sur des actions ponctuelles, comme le droit de la mer, ou sur des objectifs beaucoup plus vastes, comme la discussion d'un *Nouvel Ordre Economique International,* les pays du Tiers-Monde se sont présentés dans un front commun.

la division au profit de l'impérialisme

Tout cela prouve de manière évidente que le Tiers-Monde existe en tant que tel, uni par des intérêts fondamentaux qui dépassent largement les différences qui peuvent exister entre ces pays, tant sur le plan du régime intérieur que sur le plan de la fermeté avec laquelle chacun d'eux, pris isolément, s'oppose à l'impérialisme. Or, précisément, c'est cette réalité que refuse le PCF. En classant les pays entre *"progressistes"* et *"réactionnaires"*, il rejette cette unité de lutte et, de manière objective, contribue ainsi à faire le jeu de l'impérialisme contre lequel cette unité est indispensable. De même, le PCF minimise volontairement toutes les victoires remportées grâce à cette union et s'attaque aux organismes qui les ont permises. Ainsi, selon lui, l'OPEP serait aujourd'hui à l'époque *"du désenchantement et de la désillusion"* et la lutte pour l'instauration d'un *Nouvel Ordre Economique Mondial* serait devenue une arme dans les mains de l'impérialisme. (américain, évidemment car il ne saurait être question pour le PCF de reconnaître l'existence d'un impérialisme soviétique.) On peut à ce sujet lire un article de France Nouvelle consacré au dialogue Nord-Sud (2) :

"Il est également vrai que le mouvement de libération économique semble marqué par un certain tassement. Celui-ci s'était manifesté lors du sommet des non-alignés qui s'était tenu à Colombo en août 76. Il se traduit par l'amoindrissement de la volonté politique commune, face à l'impérialisme et à la crise mondiale, qui était le facteur décisif de l'avancée. Les différenciations politiques, économiques, sociales s'aiguisent. Certains états, tels l'Arabie Saoudite, l'Iran, ou le Gabon, tendent à faire corps avec l'impérialisme. Ils s'appuient sur leur puissance financière pour freiner le mouvement. Dans le même temps, les pays progressistes . ne semblent pas à même d'exercer le rôle moteur qu'ils jouaient quelques années auparavant. Les divergences d'intérêt s'amplifient. Leurs bases de classe s'affirment". Et c'est là toute la base de l'argumentation : Les pays *"réactionnaires"* étant un frein, il faut réunir les pays *"progressistes"* seuls. Mais sous quelle direction les unir ? La réponse vient peu après (3) :

"Depuis la victoire du Viet-Nam, une douzaine de pays, de l'Angola à l'Afghanistan ont choisi la voie de l'affirmation de leur souveraineté et du progrès social". Citer l'Angola, pays dans lequel se trouve un corps expéditionnaire de plus de 21.000 soldats étrangers dirigé par douze généraux soviétiques ; pays à qui l'URSS achète la totalité de sa production de diamant, sa principale richesse, l'empêchant ainsi de faire jouer la concurrence internationale, citer ce pays, donc, comme modèle de pays ayant choisi *"la voie de l'affirmation nationale"*, voilà qui en dit long sur les conceptions de la lutte anti-impérialiste du PCF. A la lecture de differents textes et articles, cette conception peut d'ailleurs être exprimée assez simplement : est anti-impérialiste tout ce qui s'oppose aux impérialistes occidentaux mais pas à l'URSS ; est réactionnaire tout le restant. Ainsi, le Kampuchéa, petit pays dont le peuple a vaincu, au prix de 800.000 morts, les Etats-Unis est qualifié de (4) *"Fable sanglante où les Cambodgiens sont des instruments au service de "despotes orientaux"*, ses dirigeants étant atteints de *"délire"* et

Les pays du tiers-monde ont acquis leur indépendance récemment et refusent la "politique des blocs"
Proclamation de la République à Madagascar

de *"vertiges"*. Le Kampuchéa, il est vrai, a eu le tort de refuser l'*"aide"* de Moscou.

erythrée : l'impossible virage à 180°

En définitive, la position du PCF sur le Tiers-Monde est directement calquée sur la position soviétique. Parfois, cependant, le PCF est obligé, de se démarquer légèrement des positions soviétiques sous peine de perdre toute crédibilité chez les anti-impérialistes. Un exemple intéressant dans ce domaine est celui de l'Erythrée. L'Erythrée, c'est un peuple qui lutte les armes à la main depuis 15 ans pour sa libération. Ce fut tout d'abord contre le régime de l'empereur d'Ethiopie Haïlé Sélassié, c'est aujourd'hui contre le régime militaire au pouvoir, le DERG, un régime considéré comme *"progressiste"* par l'URSS. Jusqu'à la chute d'Haïlé Sélassié, les choses sont claires. Le Négus est puissamment soutenu par les Etats-Unis et le soutien au peuple Erythréen n'est ménagé ni par Moscou ni par le PCF. Les Cubains arment et entraînent les Fronts de libération Erythréens. Arrive l'année 76 ; Moscou jette son dévolu sur l'Ethiopie ; la faiblesse du pouvoir rend la chose assez aisée. Du même coup les révolutionnaires érythréens d'hier deviennent des *"bandits sécessionnistes"* pour "la Pravda". Il faut bien pour Moscou, soutenir son nouvel allié dans la région si elle veut y affermir ses positions. Au côté des *"conseillers"* soviétiques et de leurs chars, on retrouve les Cubains, mais cette fois, ils ont changé de côté. C'est contre le peuple érythréen que des mains cubaines tournent des armes russes.

Face à cette situation, face à l'évidence du rôle impérialiste de l'URSS, de nombreux pays qualifiés par Moscou de *"progressistes"* vont protester, la Lybie, notamment. Mais cette protestation va même aller plus loin. Le PCI publie à Rome des déclarations dans lesquelles il *"s'étonne"* du rôle de l'URSS dans cette affaire et dans lesquelles il demande son désengagement. C'était là également pour le PCF une possibilité d'affirmer sa position sur le rôle de Moscou en Afrique. *"France Nouvelle"* consacre à l'Erythrée deux pages à cette époque (5). Qu'y trouve-t-on ? Tout d'abord un historique assez correct et complet de la situation en Erythrée et une réaffirmation de la justesse de la lutte menée, puis un constat de la situation actuelle de cette lutte :

"Or, paradoxalement, les menaces n'ont jamais été aussi graves. La capacité militaire du régime éthiopien est considérablement renforcée. Celui-ci compte sur l'appui des pays socialistes..." et plus loin *"La situation est encore compliquée par l'environnement politique régional ; la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Océan Indien sont devenus un lieu d'affrontement entre grandes puissances. L'impérialisme y est présent, actif. Les politiques de bloc s'y déploient et le peuple érythréen risque d'en faire lourdement les frais"*. L'article se termine par l'affirmation que *"L'escalade de la guerre visant a l'anéantissement du mouvement national en Erythrée ne peut cependant qu'être coûteux pour tous les peuples de la région"*.

Comment analyser cette position ? Tout d'abord, elle contient une position favorable à la lutte érythréenne. Le PCF n'a pas pu prendre le même virage à 180° que Moscou. Elle contient ensuite, de manière implicite, la constatation du fait que les *"pays socialistes"* ne sont pas tout-à-fait où ils devraient être, avec, cependant une forte minimisation de leur rôle réel. Nulle part, il n'est marqué que les *"pays socialistes"* participent directement aux combats, alors que personne ne l'ignore.

Là où les choses se corsent, c'est au niveau de l'explication : l'impérialisme (US) est très actif dans la région, cela justifie donc la *"politique des blocs"*, et c'est les Erythréens qui en font les frais. En dernier ressort, ce sont donc les Américains, et non pas les *"pays socialistes"* qui sont les responsables de cette situation. Même si on *"regrette"* cette situation, on en *"comprend"* les causes. Cette position qui revient à légitimer n'importe quelle agression menée par Moscou, au nom du danger impérialiste et d'intérêts supérieurs et du danger impérialiste, est présentée de plus en plus souvent pour parler du rôle international de l'URSS. En effet, vue la nature de plus en plus ouvertement réactionnaire de ces interventions soviétiques, il n'est plus possible de les soutenir totalement devant l'opinion publique comme cela fut fait dans le passé. Mais il n'est cependant pas question une seule seconde de les dénoncer pour autant ; on les analyse, on les explique, on les justifie, quand c'est possible. Lorsqu'il n'y a pas de preuves formelles, le PCF nie tout simplement l'intervention russo-cubaine.

DETENTE, EUROPE : MASQUER LA MENACE SOVIETIQUE

La position du PCF en matière de désarmement a quelque peu évolué depuis un an. Entre le rapport Kanapa sur la défense nationale (mai 77) et les récentes positions avancées dans *"France nouvelle"* à l'occasion de la session spéciale sur le désarmement à l'ONU, on peut noter un certain nombre de différences. Ces différences sont le résultat logique de la prise de conscience croissante, à un très large niveau, de l'échec de toute politique de détente entre les superpuissances et du rôle prépondérant, en matière d'armement que jouent précisément ces super-puissances. Le discours de Kanapa, qui passait encore très bien il y a un an, ne passerait plus aujourd'hui.

"détente" ou "nouvelle guerre froide"

Il ne serait, par exemple, plus possible de dire *"pour la première fois, la tendance historique à la course aux armements toujours plus meurtriers peut être stoppée puis renversée"* (6). Depuis un an, depuis que ce rapport est paru, trop de faits sont venus s'inscrire en faux par rapport à cette affirmation sur laquelle était basée tout le projet de défense du PCF. Au niveau des armements, d'une part, la course ne s'est en rien ralentie, bien au contraire. La bombe à neutron qui était dans des cartons depuis vingt ans et vient brusquement, il y a quelques mois, d'être mise en fabrication est là pour le rappeler. La récente mise en service du nouveau char russe T 70 également. La conférence de Belgrade, dont Kanapa parle comme d'un grand moment de la détente a été un fiasco lamentable, reconnu comme tel par tous. Depuis un an, il y a surtout eu, la grande offensive du social-impérialisme en Afrique. D'Ethiopie au Zaire, cette offensive a pris une ampleur telle qu'elle a amené les

POUR RIPOSTER A LA MENACE AMÉRICAINE ?

Américains, jusque là très prudents en ce qui concernait les affaires africaines, à réagir. Pour la première fois depuis des années, les commentateurs ont parlé de nouvelle *"guerre froide"*. Tout cela fait qu'il est impossible aujourd'hui de tenir le même discours qu'il y a un an. Certaines modifications peuvent être notées. Dans les positions du PCF, d'une part, il est significatif que le terme *"détente"* (la pierre angulaire jusqu'ici de la ligne) n'apparaît pratiquement plus. On se complaît au contraire à montrer une vision apocalyptique de la situation, pour aboutir finalement au même résultat : la nécessité urgente du *"désarmement"*, mais d'un désarmement dont la responsabilité incomberait de manière égale aux USA, à la France, à la Chine et... à l'URSS !

Pour ce faire, la question de la participation de la France aux différentes conférences mondiales est reposée. A ce niveau, changement notable, on peut remarquer la remise en cause de l'hégémonie soviéto-américaine sur ces négociations. Mais que l'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit en rien de transformations de fond de la ligne. La question fondamentale n'est toujours pas posée : celle de la course effrénée aux armements à laquelle se livrent les deux super-puissances.

Deux pays, géants tant au niveau de leurs moyens économiques que technologiques et militaires, se livrent à une compétition impérialiste pour le partage du monde, rivalisent dans tous les domaines et au premier plan au niveau militaire ; face à cela les pays de puissance moindre, voire de faible puissance, sont obligés de consacrer des sommes énormes aux dépenses d'armements afin de maintenir leur indépendance (des sommes qui vont d'ailleurs, dans la plupart des cas dans les poches de ces super-puissances devenues pour l'occasion fournisseurs d'armes). Face à cette réalité flagrante, le PCF développe une autre thèse qui omet volontairement l'une des deux données du problème :

"Il a été maintes fois prouvé, notamment dans les discours de ses responsables, que la politique américaine d'armement avait parmi ses objectifs, celui de constituer une pression sur l'économie des autres pays. Sur l'économie des pays socialistes — but premier et proclamé — mais aussi, comme cela se lit dans les faits, sur l'économie des pays qui s'endettent pour acquérir des armements, et sur celle des pays que les Etats-Unis considèrent comme leurs "alliés"." (7)

Ainsi, pour résumer ce raisonnement, ce sont les USA qui, afin de les mettre en difficultés économiques, obligent d'autres pays, notamment l'URSS, à développer leur armée. C'est donc pour *"riposter à la menace américaine"*, et contraints et forcés, que les Soviétiques auraient massé à la frontière européenne trois fois plus de troupes que ne peuvent en aligner les Occidentaux...

Non, l'argumentation n'est pas sérieuse.

La vérité est que face à certaines prises de conscience de la réalité du (non) désarmement, le

Salle de conférences du Comité consultatif politique des Etats membres du Pacte de Varsovie en avril 1974.

"LA DETENTE" EN CHIFFRES...

Les dépenses militaires dans le monde se sont élevées en 1976 à près de 400 milliards de dollars, révèle l'agence américaine pour le contrôle des armes et du désarmement (A.C.D.A) dans une étude publiée dimanche 23 juillet à Washington.

Les nations du monde, selon ce rapport, ont dépensé 398,9 milliards de dollars, dont 308,3 pour les pays développés, et 90,6 pour les pays en voie de développement. Cela représente une augmentation de 7,5 % par rapport aux dépenses de dépenses de 1975 (370,8 milliards de dollars).

L'Union soviétique a été le pays qui a dépensé le plus avec 127 milliards de dollars, suivie par les Etats-Unis (91 milliards), la Chine populaire (34,4 milliards), l'Allemagne fédérale (16 milliards) et la France (14,2 milliards).

En ce qui concerne les exportations, les Etats-Unis (5,2 milliards de dollars) et l'Union soviétique (3,7 milliards) viennent en tête devant la France (840 millions), l'Allemagne fédérale (656 millions) et la Grande-Bretagne (638 millions).

PCF a été amené à revoir ses positions sur le sujet afin de ne pas se trouver trop en porte à faux vis-à-vis de cette évolution mais que, fondamentalement, le but reste toujours le même : tenter en accusant les Américains, les Allemands de l'Ouest ou les Français, de masquer la militarisation de l'Union Soviétique, ses préparatifs de guerre et ses agressions dans le Tiers-Monde.

l'europe germano-américaine ?

La démarche est d'ailleurs semblable en ce qui concerne le problème de l'Unité européenne. Bien qu'il ait décidé de présenter des candidats à l'assemblée européenne, le PCF se déclare ouvertement hostile à l'idée de construction européenne qu'il présente comme une soumission à la politique des Etats-Unis et de la RFA et comme un abandon de l'indépendance nationale.

S'il est vrai que l'Union européenne est un moyen pour les capitalistes de renforcer leur exploitation sur les classes ouvrières et les travailleurs des pays Ouest-Européens, la construction de l'unité européenne ne peut en aucun cas être considérée comme un renforcement de la dépendance des pays européens vis-à-vis des USA ou de la RFA.

Face aux USA, tout d'abord, l'Europe, est un moyen, pour les pays qui la composent, de se présenter unis et beaucoup plus puissants. Face aux prétentions hégémoniques américaines, un ensemble cohérent de pays comptant plus de 250 millions d'habitants, fortement industrialisés, est en mesure de s'opposer de manière beaucoup plus forte que chacun des pays pris isolement. C'est précisément cela qui a amené les USA à revoir, ces dernières années, leur politique européenne. Passant, d'une position de maîtres ordonnant à une position de partenaires réduits à négocier.

En ce qui concerne la RFA, il est tout aussi faux de dire qu'elle domine l'Europe que de dire qu'elle est l'instrument des USA. Ceci se vérifie aussi bien au niveau économique que politique. Avec 32 % du PNB (Produit National Brut) total européen (Contre 25 % pour la France) avec plus d'un million de chômeurs aujourd'hui et avec surtout les chars russes à la frontière et une armée qui ne lui permet pas d'y faire face (la RFA ne possède, en, particulier, pas d'arme nucléaire), la RFA n'est pas en mesure de se poser en dominatrice de l'Europe. Bien sûr, les capitalistes allemands, tout comme les capitalistes français, souhaiteraient prendre la tête de l'Europe, mais aucune puissance n'est actuellement en mesure de le faire et c'est sur cet équilibre que tient l'unité européenne.

L'âpre lutte que se livrent sur les marchés internationaux capitalistes allemands et américains prouve d'autre part que la RFA n'est en rien l'"*objet*" des USA que nous présente le PCF, sorte de cheval de Troie de l'impérialisme yankee en Europe.

A ce sujet, la position du PCF est contradictoire accusant la RFA de relations trop étroites avec les USA, ils lui dénie, dans le même temps, le droit à une défense indépendante, perpétuant ainsi la présence US sur son territoire.

Jouant grossièrement sur le passé, le PCF, présente l'image d'une Allemagne ambitieuse et militariste, d'une Allemagne qui serait inquiétante si elle redevenait forte. Cette thèse, reprenant l'idée que l'ennemi héréditaire est à nos portes et relève la tête permet de faire le silence sur les visées militaristes du social-impérialisme soviétique. Qui représentent aujourd'hui un danger pour la paix ? Les 300.000 soldats de la Bundeswehr ou les 3 millions de soldats du Pacte de Varsovie stationnés à l'Ouest de Moscou, à quelques centaines de kilomètres de la France, surarmés et organisés en armée offensive ?

Cette thèse permet aussi, et surtout, de refuser une unité des pays et des peuples d'Europe pour faire face au danger soviétique. L'existence d'une organisation militaire européenne, contre laquelle s'égosille le PCF en la présentant d'avance sous la botte de Washington ou de Bonn, est, en fait, ce qui générait le plus Moscou aujourd'hui.

Sur le problème de l'Unité européenne comme sur la question du désarmement — ces deux points étant d'ailleurs étroitement liés — la position du PCF est comparable : en accusant la

France de refuser le désarmement, en présentant une RFA dévoreuse d'Europe, le PCF masque en fait les véritables responsables de la course aux armements et le véritable danger qui menace l'Europe. Jamais un mot n'est dit dans sa presse — si ce n'est pour le justifier par l'existence des USA — sur le fait que l'URSS est actuellement le pays qui consacre le plus gros budget mondial aux armements, sur le fait que l'URSS entretient plusieurs millions d'hommes en armes sur la frontière européenne. L'invasion de la Tchécoslovaquie a eu beau être *"réprouvée"*, 10 ans après, aucune leçon n'en a été tirée.

un alignement de fait sur la politique internationale de moscou

Ce tour d'horizon des positions du PCF dans les principaux domaines de la politique internationale laisse apparaître plusieurs aspects de sa politique.

- Il n'est plus possible pour le PCF de s'aligner inconditionnellement sur les positions soviétiques. Tant en ce qui concerne la répression et la situation intérieure en URSS que sur certains points précis de politique internationale, le PCF a dû se démarquer nettement sous peine de voir mise en cause toute sa stratégie politique en France. L'image de marque de l'URSS est en effet de moins en moins payante pour les objectifs électoraux.
- Ces points de démarcations ne sont pourtant jamais analysés jusqu'au bout. De même que la répression en URSS n'est pas l'occasion d'une analyse de la nature véritable du régime soviétique ; de même le rôle qu'il joue, en Afrique notamment, n'est jamais dénoncé comme impérialiste.
- Sur tous les grands problèmes régissant la situation internationale, enfin, la position du PCF est, à très peu de chose près, directement calquée sur la position soviétique. Ceci fait que ce Parti reste aujourd'hui, malgré une certaine distance prise, par rapport à l'URSS, le principal propagateur des idées et des intérêts internationaux du social-impérialisme dans notre pays.

Benoit TAILLAN

NOTES

(1) *France nouvelle* n° 1697 du 22/5/78 p. 13.14.15 *"le dialogue Nord-Sud n'existe-t-il plus"*
(2) Ibidem
(3) Ibidem
(4) *France nouvelle* n° 1686 sur le conflit Viet-Nam - Cambodge.
(5) *France nouvelle* n° 1694 - Article sur l'Erythrée.
(6) Rapport Kanapa - *L'Humanité* du 12/5/77
(7) *France nouvelle* n° 1696 : *"Pour une approche française du désarmement"* p. 20.

un dossier complet

PRAGUE 1968

L'agression soviétique dix ans après...

★

sept pages de photos
quatorze pages de documents
une analyse de
Jean SCHUBERT

★

PRIX 10 FRANCS

★

EN VENTE
AUPRÈS DES MILITANTS
MARXISTES-LENINISTES
OU A L'A.P.N.

A.P.N. EDITION
B.P. 279
75886 PARIS Cedex 18